



ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE

Paris, le 18 septembre 2014

7^{EME} JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE 24 SEPT. 2014 INÉGAUX FACE À LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE



- Des événements partout en France
- Un débat parisien en présence d'une dizaine d'experts
- Une enquête exclusive auprès de plus de 600 enfants scolarisés en réseau d'éducation prioritaire et dans des établissements de centre-ville

CONTACTS PRESSE :

Eunice Mangado-Lunetta, Directrice déléguée, 01 40 36 01 01
eunice.mangado@afev.org

Magali de Exposito, Chargée de communication, 01 40 36 86 99
magali.deexposito@afev.org

Ils sont engagés avec nous :



→ www.refusechecscolaire.org

SOMMAIRE

ÉDITO.....	2
PRÉSENTATION DE LA 7 ^{ème} JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE (JRES).....	3
→ Ils s'engagent à nos côtés.....	3
→ 3 questions à François Taddéi.....	5
UNE ENQUÊTE EXCLUSIVE ET DES RESSOURCES.....	6
→ Une enquête exclusive	6
→ Des ressources	6
INÉGAUX DEVANT LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE.....	7
→ Le texte de cadrage	7
→ Les contributions du comité de pilotage	10
→ Témoignages de jeunes engagés à l'Afev contre les inégalités.....	12
DES INITIATIVES EN FRANCE	14
→ Initiatives de l'Afev à travers la France	14
→ Focus sur... le grand débat national.....	14
ANNEXES	15
→ Présentation de l'Afev.....	15
→ Genèse d'un rendez-vous annuel devenu incontournable.....	16
→ Retrouvez nos partenaires	18



ÉDITO

Inégalités : Et si on passait de l'indignation à l'action ?

Notre pays, obsédé par l'égalité et la méritocratie républicaine, a l'école la plus inégalitaire de l'OCDE. C'est un fait, attesté par les enquêtes internationales, et ça ne va pas en s'arrangeant.

Que l'Ecole française n'arrive pas à résorber les inégalités qui frappent les élèves et la dépassent : cela peut, partiellement du moins, s'entendre. Le problème est qu'elle tend à les accentuer.

Que faire pour y remédier ?

Il y a 30 ans étaient lancées les politiques de zones d'éducation prioritaire, première tentative de discrimination positive à la française dans le but de donner plus à ceux qui ont le moins. Dispositif peinant à montrer son efficacité, à tel point que certains mauvais esprits en demandèrent le « dépôt de bilan ».

Ces dernières années, on a vu, en contre-champ, se développer des politiques « d'égalité des chances » exfiltrant les meilleurs éléments des quartiers populaires, plus soucieuses - en réalité - de la diversification des élites que de la réussite des plus fragiles.

Le précédent ministre de l'Education Nationale avait fait de la lutte contre l'assignation à résidence sociale l'un des enjeux clefs de son mandat et il faut espérer que la Loi de refondation de l'Ecole de 2013 permettra d'avancer en ce sens.

C'est dans cette période particulière pour notre école, au milieu du gué, que nous avons souhaité replacer cette question des inégalités face à la réussite éducative au cœur du débat public dans le cadre de notre 7^{ème} Journée du refus de l'échec scolaire.

Plus que jamais, il nous faut avec force réaffirmer notre refus de l'échec des plus fragiles. Nous devons nous en indigner collectivement comme chaque parent le ferait pour ses propres enfants, et nous devons agir.

Oui, nous pensons réellement qu'une école qui fait réussir tous les enfants est possible, des acteurs dans et hors l'école s'y attèlent déjà. Si la France ne fait pas enfin son « Pisa choc », nous continuerons encore longtemps à nous émouvoir tous les 3 ans face aux résultats toujours plus accablants de PISA sans que cela n'empêche les enfants les plus fragiles d'échouer massivement.

*Eunice Mangado Lunetta,
Directrice déléguée de l'Afev*



PRÉSENTATION DE LA 7^{ème} JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE (JRES)

Pour dénoncer la sortie chaque année sans diplôme d'environ 150 000 jeunes, l'Afev organise, depuis 2008, la « Journée du Refus de l'Échec Scolaire » (JRES) désormais identifiée par les médias comme la journée annuelle où le regard du grand public se focalise sur la question de l'échec scolaire.

Après avoir abordé la question des familles, des collégiens, des décrocheurs, des lycées pro ou encore du bien être à l'école, nous avons choisi pour la 7eme édition de la JRES qui se tiendra le 24 septembre 2014 de nous interroger sur les inégalités face à la réussite éducative.

Cette édition sera parrainée par François Taddéi, directeur du Centre de Recherches Interdisciplinaires et auteur d'un rapport pour l'OCDE : « Former des constructeurs de savoirs créatifs et collaboratifs ».

Une journée labellisée "Agir ensemble contre l'Illettrisme" <http://www.anlci.gouv.fr/>

→ Ils s'engagent à nos côtés

Le comité de parrainage

Les parrains de la Journée ont tous contribué à son succès. Ils continuent de suivre et soutenir le travail de plaidoyer de l'Afev contre l'échec scolaire.

Parrain 2014



François Taddéi,

directeur du Centre de Recherches Interdisciplinaires et auteur d'un rapport pour l'OCDE : « Former des constructeurs de savoirs créatifs et collaboratifs ».

Parrains des éditions précédentes

Aziz Jellab,
sociologue, spécialiste
du Lycée Professionnel
et Inspecteur général
de l'Éducation
Nationale.



Nathalie Mons,
Maître de
conférences en
sciences de
l'Éducation, ancienne
experte auprès de
l'OCDE pour Pisa



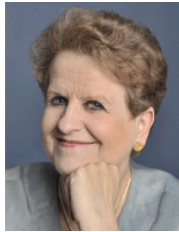
Vikash Dhorasoo,
ancien footballeur
international,
signataire du Pacte
national contre
l'échec scolaire



Boris Cyrulnik,
neurologue, psychiatre,
éthologue et
psychanalyste.



Philippe Meirieu,
pédagogue, a contribué
à la première édition de
la JRES



Claire Brisset,
ancienne défenseur
des enfants et
inspectrice générale
de l'éducation
nationale.



Marcel Rufo,
pédopsychiatre.

François Dubet,
sociologue, directeur
d'études à l'École des
hautes études en
sciences sociales
(EHESS).



Gabriel Cohn-Bendit,
pédagogue et fondateur
en 1982, du lycée
expérimental de Saint-
Nazaire.



Le réseau des partenaires

La JRES est organisée en partenariat avec le cabinet Trajectoires-Reflex.



Depuis son lancement, la JRES est soutenue par une trentaine d'organisations intervenant dans le champ éducatif. Elles participent à la réflexion menée chaque année sur une nouvelle thématique, à la mise en réseau des travaux produits, à la mise en place d'initiatives partout en France et à la visibilité de la journée.



→ 3 questions à François Taddéi

1) Pourquoi avoir accepté de devenir le parrain de cette 7^{ème} JRES ?

C'est assez évident pour moi parce que l'échec scolaire est une grande cause nationale sur laquelle on devrait tous s'engager. La France est le pays qui a les moins bons résultats en terme de capacité à corriger les inégalités donc je me sens concerné par le sujet et je suis honoré d'avoir été choisi pour parrainer cette JRES.

2) Une école française moins inégalitaire, est-ce possible ? A quelles conditions ?

Le fait que d'autres pays y arrivent nous fait penser que c'est possible. On peut s'inspirer des meilleures pratiques internationales, qui allient généralement la recherche sur ces questions-là. Mais il faut inclure les enseignants eux-mêmes, les mettre en position de recherche. On ne peut pas nier les causes exogènes (difficultés familiales, etc.), mais on peut tout faire pour en diminuer le poids et les conséquences. L'enseignant ne peut pas les corriger, mais il peut adapter sa pédagogie à chacun. On peut aller vers une pédagogie personnalisée et préventive au maximum. Et plus on agit jeune, mieux c'est.

Il faudrait transformer l'école en un « milieu apprenant » ; adopter une démarche de recherche, avec l'objectif de chercher à s'améliorer, mais aussi de partager ses expériences. Je suis convaincu que l'on peut toujours mieux comprendre le cœur de la difficulté de l'enfant et essayer de lui apporter une réponse plus opportune.

Si les approches "top down" et "bottom up" se rejoignent, c'est forcément mieux. Si on met plus de ressources dans l'éducation, ça ne peut pas faire de mal, et en particulier pour ceux qui ont des initiatives intéressantes. Mais si on attend de l'Etat toutes les solutions, on risque d'attendre longtemps. En revanche, si chacun à notre niveau, parents d'élèves, enseignants, responsables associatifs, responsables de collectivités, on contribue à créer une dynamique de partage des bonnes expériences et d'investissement, on peut y arriver.

3) En quoi l'innovation pédagogique peut-elle contribuer à réduire les inégalités ?

Prenons l'exemple de l'expérimentation de Céline Alvarez dans une école maternelle à Gennevilliers, avec une pédagogie issue des sciences cognitives. Elle a montré que la maîtrise des savoirs fondamentaux peut être acquise dès la grande section. Si on s'en donne les moyens, on peut y arriver.

Cela suppose un certain nombre de réformes dans la pratique des enseignants, Il faut avant tout un effort de documentation et de formation à ces pratiques, puis de partage de ce que l'on fait. Le rôle des ESPE va être clé : repérer les innovations pédago et contribuer à les diffuser. Il faut essayer ces nouvelles pédagogies, pour voir si elles s'adaptent, si oui, comment et dans quelles conditions, car il y a toujours des nécessaires adaptations aux réalités locales.

Aujourd'hui, personne ne sait ce qui semble marcher à part les acteurs locaux. Des analyses comparatives poussées et bien utilisées permettent d'extraire ce qui marche et d'y former des gens, puis d'offrir à tous ceux qui souhaitent la possibilité de mettre en œuvre ces pédagogies. Car si on l'impose aux gens, même les meilleures pratiques finissent par ne pas marcher.



UNE ENQUÊTE EXCLUSIVE ET DES RESSOURCES

→ Une enquête exclusive

Comme chaque année, nous allons publier une étude spécifique liée au sujet des inégalités face à la réussite scolaire, en prolongement et en approfondissement du dernier rapport Pisa, réalisée en partenariat avec le cabinet d'études Trajectoires Reflex.

Méthodologie de l'étude : 600 enfants enquêtés en juin 2014.

Un questionnaire a été diffusé dans des écoles de centre-ville et des écoles de quartiers prioritaires dans les villes de Lyon, Lille, Marseille, Rouen, Reims et Dunkerque, et rempli par des enfants de classe de CM1 et CM2, afin de prendre connaissance de leurs pratiques à l'école et dans leur environnement familial.

L'idée n'est pas d'opposer les enfants les uns aux autres, ni de mettre en accusation l'Ecole, mais bien de pouvoir essayer de mieux comprendre ce phénomène des inégalités face à la réussite scolaire, et notamment le croisement de différents facteurs (individuels, sociaux, familiaux, environnementaux, économiques, etc.).

Les résultats de cette enquête seront communiqués, analysés et discutés à l'occasion du débat public* le 24/09 et révélés sur le site :

www.refusechecscolaire.org

Si vous souhaitez les recevoir « sous embargo », merci de contacter Magali de Exposito : magali.deexposito@afev.org

(*) Plus d'informations sur ce débat page 14

Retrouvez l'ensemble des études et bilans des éditions précédentes dans la rubrique « Editions précédentes » sur le site www.refusechecscolaire.org

→ Des ressources

Un ensemble de ressources (articles, interviews, publications) ainsi que des vidéos de témoignages de jeunes engagés contre les inégalités sont disponibles en ligne pour mieux comprendre les enjeux de la thématique que l'Afev a choisi d'aborder pour cette édition de la JRES.

Ces ressources sont mises à disposition de l'ensemble des acteurs participant à la Journée comme autant de ressources exploitables pour faire avancer le débat.

Retrouvez ces articles et vidéos sur le site, partie « Ressources » www.refusechecscolaire.org

Ou sur le compte Afev France Dailymotion



INÉGAUX DEVANT LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

→ Le texte de cadrage

La France se classe parmi les pays de l'OCDE qui obtient les meilleurs scores pour la réussite de ses élèves, à condition qu'on ne tienne pas compte du groupe d'élèves les plus faibles qui « grève » les résultats nationaux. Notre système scolaire est donc « l'un des meilleurs systèmes scolaires du monde... pour une petite moitié de ses élèves, et l'un des plus mauvais pour l'autre moitié » comme le notent Christian Baudelot et Roger Establet ¹

C'est surtout l'un des systèmes où les origines sociales pèsent le plus sur les parcours scolaires. En d'autres mots, notre pays obsédé par l'égalité et la méritocratie républicaine, a l'école la plus inégalitaire de l'OCDE. Que l'École française n'arrive pas à résorber les inégalités qui frappent les élèves : cela peut, partiellement du moins, s'entendre. Le problème est qu'elle tend à les accentuer.

Aujourd'hui en France environ 20 % d'élèves sortent de l'école primaire sans une maîtrise suffisante de l'écrit et presque autant sortent du système scolaire sans diplôme. La sociologie de ces élèves est sans appel : 32 % des enfants d'ouvriers sortent du système éducatif sans diplôme contre 5 % d'enfants de cadres ².

Plus de 30 ans après la mise en œuvre des zones d'éducatives prioritaires, à l'heure où le mot d'ordre du Ministre de l'Éducation Nationale est « la lutte contre l'assignation à résidence sociale » et où les comparaisons internationales montrent qu'il n'y a pas de fatalité sociale, il nous paraît urgent de décrypter la question de l'interaction des inégalités sociales et scolaires afin de trouver des solutions pour les élèves les plus fragiles socialement.

Une chose est sûre : la crise que traverse l'école aujourd'hui n'est pas qu'une crise de l'école. De ce fait les réponses à apporter à la question des inégalités scolaires seront à chercher dans et en dehors de l'école.

Commençons par rappeler que les inégalités sociales « déterminent » une partie des inégalités scolaires, notamment parce que du milieu familial va principalement dépendre le capital social, culturel et scolaire de l'enfant.

Ces inégalités commencent très tôt, avant l'école, au cours de la petite enfance. Elles vont se développer et se cumuler au fil du parcours. Avant même leur première année en CP, une importante proportion des enfants est déjà touchée par des difficultés que l'école peinera à résorber au cours des dix années suivantes. Ces inégalités sont par exemple très visibles dans le domaine du développement du langage et du rapport à l'écrit. Selon Terra Nova, à quatre ans, un enfant pauvre a entendu 30 millions de mots de moins qu'un enfant issu d'un milieu favorisé.³

Monoparentalité, accès au travail, au logement, aux services de petite enfance (les crèches par exemple encore aujourd'hui accessibles en priorité aux familles dont les deux parents sont actifs), accès à des activités périscolaires ou même à des vacances... : autant de facteurs exogènes à l'école qui risquent pourtant d'impacter plus ou moins directement la réussite scolaire des enfants.

Des inégalités sociales aux inégalités scolaires

Face aux inégalités l'école ne peut pas tout, toute seule : certes. Mais elle peut beaucoup, et l'on peut émettre l'hypothèse qu'elle n'en fait pas assez. La recherche a montré comment l'organisation des systèmes scolaires peut accroître ou atténuer les effets des inégalités sociales sur les inégalités scolaires⁴. En ce sens, poser la question des inégalités scolaires revient à poser la question du choix du modèle scolaire français. Historiquement sélective, notre école avait traditionnellement pour fonction l'attribution d'une place

¹ *L'élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, éd. du Seuil (2009)

² Source : Observatoire des inégalités

³ *La lutte contre les inégalités commence dans les crèches*, rapport du groupe de travail de Terra Nova présidé par Olivier Noblecourt publié en octobre 2013

⁴ *Les inégalités scolaires entre l'amont et l'aval. Organisation scolaire et emprise des diplômes*, par François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Vérolet



sociale selon la réussite scolaire. Depuis la massification scolaire, notre système est en tension dans sa double mission de sélection (qui entraîne la compétition scolaire) et de lutte contre les inégalités (qui supposerait la promotion de tous les élèves).

Selon François Dubet et Marie Duru-Bellat⁵ les systèmes scolaires les plus égalitaires sont ceux qui mettent en place un tronc commun long et homogène tout en individualisant les pédagogies. Le collège unique s'est mis en place en 1975 mais sa structuration profonde (sur le modèle d'un petit lycée, non comme le prolongement de l'école primaire) n'a pas été bouleversée. Aussi, les élèves vivent-ils l'entrée au collège comme une rupture très forte en termes de contenus et de pédagogie, particulièrement brutale pour les publics les plus fragiles socialement.

Ce sont ces mêmes publics qui vont, à l'issue du collège, être massivement orientés vers le lycée professionnel puisque considérés comme « non apte au lycée général ». Malgré des évolutions notables et une attractivité croissante depuis sa réforme en 2009, le « lycée pro » continue d'être socialement très marqué et perçu, dans l'inconscient collectif, comme stigmatisant contrairement à certains de nos voisins du nord ou de l'est qui valorisent pleinement cette filière à égale dignité avec la filière générale.

Enfin, les inégalités scolaires ne peuvent se réfléchir sans aborder la question territoriale. Parmi les mesures prises pour réguler les inégalités, la plus emblématique est sans doute la mise en place des zones d'éducation prioritaires, à partir des années 80, qui se situe à la croisée des politiques éducatives et territoriales. On sait que la mixité sociale et la mixité de niveaux scolaires sont des facteurs positifs pour la scolarité des enfants. Mais comment mettre en œuvre cette mixité dans les quartiers qui sont eux-mêmes fortement ségrégués et socialement homogènes ?

On observe pourtant que l'école est encore plus ségrégative que le territoire où elle est implantée. Ainsi, dans des quartiers abritant une forte concentration de familles populaires, leur proportion est encore plus élevée à l'école du fait du contournement scolaire des familles plus aisées.

A cette problématique de mixité sociale s'ajoute celle du climat scolaire : c'est dans les collèges les plus homogènes socialement que le climat scolaire va être le plus souvent tendu (rapport violent entre les élèves, sentiment d'injustice scolaire, d'évoluer dans un établissement relégué d'où les bons élèves ont fui...) et les élèves les plus en souffrance.

Selon notre baromètre annuel, 30 % des enfants vont à l'école le matin la boule au ventre. Le fait que les élèves évoluent dans un bon ou un mauvais climat scolaire : n'est-ce pas aussi une forme d'inégalité déterminante.

Des inégalités maîtrisables ?

Pas de fatalisme social qui tienne. Oui : il est possible de faire reculer les inégalités face à la réussite scolaire ; c'est le message que nous voulons fortement porter lors de cette 7^{ème} Journée du refus de l'échec scolaire. Pas de recette magique mais la conviction que, pour ce faire, la mobilisation de tous les acteurs (parents, enseignants, associations, élèves, ...) s'impose, concomitamment et sur différents tableaux. Quelques pistes se dessinent :

- **Réduire les inégalités en amont de l'école dès la petite enfance** : par exemple, investir les crèches comme des vrais lieux de socialisation et d'éducation et en démocratiser l'accès.
- **Accompagner les parents** : légitimer les familles dans le rôle positif qu'elles peuvent jouer sur l'accompagnement de la scolarité de leurs enfants plutôt d'externaliser les fonctions de l'école et mettre les parents en tension (en leur demandant par exemple de faire les devoirs avec leurs enfants). Selon une étude PISA⁶, le fait que des parents lisent des livres régulièrement à leurs enfants lors de leur première année de primaire ou que, plus tard à l'adolescence, ils discutent avec eux de politique, de cinéma, de livres ou de télévision est l'un des facteurs qui permet d'améliorer le plus significativement les performances scolaires des élèves quelle que soit leur origine sociale.
- **Changer l'école en faisant évoluer notre système** encore bien trop sélectif vers un modèle de « promotion » où chaque enfant, quelles que soient ses capacités et ses appétences, pourra sortir

⁵ *Les Sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale*, François Dubet, Marie Duru-Bellat, Antoine Vérétoit, Seuil, 2010

⁶ PISA focus n°10 *Réussite scolaire : comment les parents peuvent-ils aider leurs enfants* OCDE 2011



du système scolaire avec une qualification, les compétences nécessaires à son futur parcours social et professionnel, un rapport positif aux apprentissages et une image positive de soi. A ce titre, la mise en œuvre dans les faits d'une école du socle instaurant un continuum primaire / collège et d'un socle commun de connaissances, de compétences et de culture plus à même de valoriser des compétences des élèves peu reconnues par la forme scolaire pourrait être levier déterminant. Une valorisation effective du lycée professionnel qui aurait pour conséquence la diversification des profils sociaux de ses élèves serait également un élément positif.

→ **Travailler le territoire** : il s'agit à la fois de repenser les mécanismes favorisant la mixité sociale sur un territoire mais aussi de réfléchir à rendre l'école en zone prioritaire plus attractive aux yeux des familles plus aisées afin de « faire société en faisant école ».

Enfin, l'une des façons d'agir efficacement contre les inégalités scolaires serait aussi d'agir en aval afin de « dépressuriser » l'emprise du diplôme en France. C'est bien parce que le diplôme en France détermine la place sociale que les inégalités scolaires ont un tel impact dans le devenir des individus. Dans cette « course à l'armement scolaire » les familles, ont tout intérêt à creuser l'avantage scolaire de leur enfant, dès lors que son devenir en dépend. On comprend aisément en quoi ce contexte rend peu réalisable l'objectif de « faire société en faisant école ».

A ce titre, le cas de l'Allemagne est intéressant. Sélectionnés plus tôt et de manière plus injuste par l'école, les ouvriers allemands connaissent cependant des carrières plus favorables que les ouvriers français grâce à la qualité de leur formation et à un système de mobilité professionnelle plus ouvert parce que moins attaché au poids des diplômes.

CONCLUSION

La question des moyens ne résoudra pas tout mais elle est difficilement évacuable.

D'aucuns ont souligné le peu d'efficacité des politiques d'éducation prioritaire au regard de l'argent public qui y a été investi, mais il convient de rappeler d'une part que les moyens alloués par l'Éducation nationale aux écoles de centre-ville sont plus importants qu'aux écoles en éducation prioritaire⁷ et d'autre part que la France est le seul pays européen à accorder un crédit d'impôt pour soutenir les cours privés. Est-ce là notre priorité politique ?

Plus profondément, si l'on veut améliorer le sort des élèves les plus fragiles, il faut arrêter de « compter sur la hausse du plafond pour relever le plancher » comme le formulent les sociologues Baudelot et Establet.

Pour que la France, à l'instar d'autres pays fasse son « Pisa choc », il nous faudra cesser de considérer l'école depuis son sommet et l'envisager enfin à partir de sa base et dans son ensemble.

Enfin, notre société doit faire face à la nécessité de justifier l'insupportable décalage entre le principe d'égalité particulièrement prééminent en France et la réalité brutale des inégalités : c'est aussi une question de démocratie.

⁷ [Ecole: les moyens attribués renforcent les inégalités](#), Le Monde 12.04.2012 (article en ligne)



→ Les contributions du comité de pilotage

Nous vous présentons ici quelques extraits des contributions de nos partenaires autour de la thématique développée cette année.

AIDE ET ACTION

« Convaincue que les inégalités sociales et culturelles de départ peuvent être corrigées et ne sont pas une fatalité, Aide et Action s'engage pour la 6^{ème} année dans la Journée du Refus de l'Échec Scolaire, aux côtés de l'Afev. Il est urgent de proposer et d'expérimenter des solutions à même de transformer pleinement et non ponctuellement le système éducatif. Plus que jamais, Aide et Action entend contribuer à ce changement et ancrer son action dans :

- La reconstruction des continuités éducatives entre acteurs et dispositifs éducatifs ;
- La promotion et l'accompagnement de pratiques pédagogiques réflexives et participatives afin de réduire les difficultés d'apprentissages des enfants, en particulier issus de milieux populaires ;
- L'interpellation des pouvoirs publics sur les questions de mixité sociale et d'accès à une éducation de qualité pour tous ».

ANLCI

« De nombreux exemples peuvent être donnés pour illustrer le mal être et l'incapacité (et non pas la mauvaise volonté) d'un parent en situation d'illettrisme face à la scolarité de son enfant. Il y a aussi à prendre en compte le malaise face aux enseignants, le fait de ne pas se sentir en capacité de ou légitime. En effet, nous constatons régulièrement que les parents ayant eu un passé difficile et/ou douloureux avec l'école, redoutent l'image de cette dernière à tel point de la voir comme une sorte de « sanctuaire du savoir » où ils n'auraient pas leur place aujourd'hui parce qu'ils ne l'ont jamais eu hier. (...) Avec la multiplication des dispositifs, des actions, des outils censés faciliter la réussite scolaire, nous ne pouvons que nous inquiéter de l'accroissement des inégalités. Il y a là aussi comme une espèce de paradoxe où, à chaque fois que nous voulons faciliter le travail de ceux qui ont le plus de difficultés, à chaque fois que nous voulons rapprocher les parents des espaces notamment scolaires dans lesquels leurs enfants passent du temps, on peut avoir, parfois sans même s'en rendre compte, tendance à rapprocher toujours plus ceux qui n'en auraient pas besoin, et à éloigner davantage ceux qui étaient pourtant au centre de nos préoccupations dans le cœur des discours sur les inégalités ».

FCPE

« Lutter contre les inégalités à l'École, c'est donner plus à ceux qui ont moins à travers une politique de l'éducation prioritaire qui se fixe bien l'objectif de rétablir une certaine égalité.

Lutter contre les inégalités à l'École, c'est faire en sorte qu'elle soit véritablement gratuite, en étant par exemple particulièrement attentif à ce que les listes de fournitures ne grèvent pas le budget des familles à la rentrée (...)

Lutter contre les inégalités à l'École, c'est faire en sorte que tous les parents viennent dans l'école ou l'établissement, et pas seulement pour s'entendre expliquer ce qu'ils doivent faire mais aussi pour mieux les connaître et les comprendre (...)

Lutter contre les inégalités à l'École, cela passe aussi par une transformation des pratiques pédagogiques et éducatives, pour, par exemple, que cesse cette habitude de donner des devoirs à la maison qui viennent creuser encore plus l'écart entre ceux qui peuvent se faire aider et ceux qui resteront seuls face à leurs difficultés ».

FNAME

« Le RASED, réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté est un dispositif composé d'un psychologue scolaire, d'un enseignant spécialisé rééducateur et d'un enseignant chargé des aides spécialisées à dominante pédagogique. Ils assurent la mission d'aide auprès des élèves en difficulté, ceux pour qui la course serait inégale. Depuis 2008, les RASED ont subi des réductions drastiques de personnels pour raison budgétaire et PISA a pu observer la croissance de l'inégalité scolaire. Les RASED, par un accompagnement des élèves, parents et enseignants de classe, sont à même de prévenir, d'analyser et de



remédier à la grande difficulté scolaire au sein même de l'école. Ils sont les garants de la place nécessaire à donner aux différences dans l'école et permettre aux enfants de s'y développer dans la bienveillance. (...) Ensemble, les maîtres spécialisés de RASED sont une réponse de l'école en son sein pour prévenir et limiter les inégalités scolaires et pour retrouver une vision humaniste de l'école pour tous. Une école qui permette à chacun d'être accueilli quelle que soit sa tenue de sport (pour reprendre notre image du début) et qui va aider les plus fragiles à prendre leur place dans la course. »

OBSERVATOIRE DES INEGALITES

« Une partie des politiques publiques sont elles-mêmes de plus en plus ouvertement créatrices d'inégalités scolaires. Au lieu d'investir massivement pour lutter contre les difficultés scolaires - qui existent sur l'ensemble du territoire et pas seulement en zone prioritaire - on concentre les maigres moyens dans ce domaine sur quelques établissements les plus en difficultés. Les réductions d'effectifs et de moyens se répercuteront fatalement sur les élèves qui ont le plus de mal à suivre hors de quelques zones « ciblées ». L'ouverture de la carte scolaire a eu l'effet escompté : elle a donné bonne conscience à une petite minorité de familles qui n'osaient pas la contourner, mais n'a en rien changé le problème. Dans l'enseignement supérieur enfin, la réforme de l'université fait l'impasse sur l'immense écart de moyens qui sépare les étudiants favorisés des « grandes écoles » et la masse des premiers cycles universitaires.

Le système scolaire français, en dépit de ses dysfonctionnements, demeure l'un des meilleurs au monde. Il ne peut pas tout contre les inégalités, mais encore faudrait-il que les politiques publiques ne le rendent pas davantage inégalitaire... Les réformes qui se sont succédé ont oublié l'essentiel : la façon d'enseigner et le type de savoirs. Le problème principal aujourd'hui semble être la faible mobilisation des parents et des acteurs du monde éducatif : la question des inégalités à l'école semble désormais secondaire par rapport à la production d'une élite d'excellence ».

UNAF (Union nationale des associations familiales)

« (...) Les solutions préconisées par l'UNAF (notamment lors de la « conférence sur la lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale » de 2012) face aux inégalités de réussite scolaire ne sont pas forcément complexes à mettre en œuvre :

Un accès aux crèches comme mode de garde pour les enfants de familles en difficulté, ce mode de garde étant particulièrement adapté pour un développement du langage avant la maternelle

- Rapprocher les parents de l'école dès la maternelle (...). Les « espaces parents » dans les écoles, créés par la loi de Refondation de l'école de juillet 2013 sont une occasion de redonner une place à toutes les familles, pour des moments conviviaux, de relations avec les enseignants, les échanges entre parents sur l'éducation.
- Réfléchir aux conditions de mise en œuvre de la mixité sociale dans les écoles. Jean-Marie Petitclerc, expert des questions de décrochage scolaire, souhaite à ce titre « la suppression des écoles en bas des tours », qui regroupent tous les élèves avec les mêmes difficultés sociales. »

INJEP (Institut National de la jeunesse et de l'éducation populaire)

« L'un des effets paradoxaux des inégalités scolaires aujourd'hui est de décrédibiliser l'ambition éducative dont, pourtant, l'école ne cesse de se prévaloir. La lutte contre les inégalités générées par le système scolaire est donc un enjeu majeur pour redonner toute sa place à l'institution scolaire dans notre société. Mais cette reconquête ne peut s'accommoder du modèle de l'institution sanctuarisée au cœur mythe républicain. Au contraire, il est urgent d'inventer de nouvelles alliances éducatives entre l'école et la société, entre l'école et les jeunes, les territoires où ils évoluent, leurs expressions culturelles et leur propre effort pour inscrire leur expérience et leurs aspirations dans le registre réflexif de l'écrit et du savoir. A cette condition seulement, l'institution et l'expérience scolaire pourra faire ressource pour ceux qui sont maintenus au bas et au pourtour de la vie sociale et de la citoyenneté. Car ce sont eux qui ont le plus grand besoin d'outils intellectuels et cognitifs pour décrypter leur condition sociale et faire entendre leur voix. Alors, ils pourront redevenir acteurs de la vie sociale, appelant par eux-mêmes aux changements collectifs nécessaires à l'amélioration de leur condition. »

Retrouvez l'intégralité des contributions dans la partie « Partenaires » www.refusechecscolaire.org



→ Témoignages de jeunes engagés à l'Afev contre les inégalités

Juliette, 21 ans, bénévole à Nancy parle de l'importance de la pratique de la langue et de la connaissance du vocabulaire à l'École, qu'elle a remarqué dans le cadre de son accompagnement d'une enfant en CE2.

Le vocabulaire qu'elle avait m'a étonnée, elle ne connaissait pas certains mots assez courants. (...) Quand on allait au musée ou dans la rue, qu'on regardait autour de nous, elle ne connaissait pas par exemple le nom des oiseaux (...). Elle avait une capacité d'apprendre mais il y avait beaucoup de vocabulaire qu'elle n'avait pas et du coup je pense que ça se ressentait à l'école pour la compréhension des consignes ou simplement des textes. A l'école, si on n'ose pas demander quand on ne comprend pas, très vite on est bloqué.

La lecture, elle adorait ça, ça se voyait, (...) mais il n'y avait pas de livres à la maison donc forcément ça réduit le vocabulaire. Donc on est allé à la bibliothèque de temps en temps. (...) Je lui ai offert deux livres. Je me rends compte qu'elle a progressé en lecture pendant l'année, ça c'est clair. Je pense que l'école a joué mais nos sorties aussi (...).

- Voir la vidéo en ligne : <http://bit.ly/1nQ9wzy>

Adrien, kapseur à Metz, évoque la question de l'ouverture culturelle et de la mobilité comme un critère d'inégalité face à la réussite éducative, vécue dans le cadre de son accompagnement d'une enfant de 10 ans (sa voisine).

Elle n'a jamais essayé beaucoup de sports. (...) Là où elle habite, les garçons font du foot et les filles font de la danse et s'ils n'aiment pas, ils ne font pas de sport ! Donc je l'ai emmenée à la patinoire et là bingo, elle a adoré ça. Du coup, maintenant je l'accompagne dans les démarches pour s'inscrire en septembre à la patinoire. Si je n'avais pas été là, elle n'aurait jamais découvert la patinoire.

Maintenant se pose la question de la mobilité : comment aller du quartier jusqu'à la patinoire ? On a regardé au niveau des bus, il y a des correspondances... C'est assez compliqué pour une gamine de 10 ans. Si elle habitait dans le centre ou dans un quartier un peu mieux desservi, la question ne se poserait pas.

- Voir la vidéo en ligne : <http://bit.ly/1qMVXFP>

Noémie, 22 ans, bénévole à Saint-Etienne, a accompagné une enfant en grande section de maternelle. Elle nous parle de l'importance du cadre de vie et des conditions de travail dans la réussite scolaire.

Elle habitait avec sa mère, dans une seule pièce d'un appartement partagé avec plein d'autres familles. L'intégralité de leur lieu de vie c'était juste cette pièce, à la fois la chambre, le bureau, le salon, tout...

La maman n'avait pas conscience qu'il allait falloir, à partir du CP, que sa fille se concentre, qu'elle soit tranquille, qu'il n'y ait pas la télé allumée à côté, qu'elle ne soit pas assise sur un lit tout mou avec son cahier dans la main...

(...) Avec la maman, on a instauré une espace dans cette pièce où sa fille allait pouvoir s'installer, elle a fini par trouver un bureau pour sa fille. Et nous, avec la petite, on a travaillé sur le fait de devoir se cadrer, arriver à faire abstraction, éteindre la télé... On est allé à la bibliothèque pour se rendre compte qu'il y avait aussi d'autres endroits où aller si vraiment elle était coincée chez elle.

- Voir la vidéo en ligne : <http://bit.ly/X6lSfO>





LE BLOG ZEP DONNE LA PAROLE AUX JEUNES !

ZEP « Zone d'expression prioritaire », le blog de la jeunesse en verve, donne l'occasion aux jeunes de se raconter, parler de leur quotidien, créer le débat. Coups de coeur, coups de gueule, points de vue, ZEP se veut le témoin d'une génération. Lancé par l'Afev, letudiant.fr et l'émission Périphéries de France Inter. Tous les jeunes peuvent contribuer ou réagir !

<http://blog-trendy.letudiant.fr/zep/>

Extraits d'un billet autour de l'exclusion

Maxime, « J'ai vécu le syndrome de l'exclu », Blog ZEP, 10 février 2014

« C'est à mon arrivée au lycée à Lille que j'ai compris ce que veut dire d'avoir été scolarisé dans un collège de ZEP. Ça a été la grosse claque. J'étais en complet décalage, au bord du décrochage. La plupart de mes camarades de collège ne m'ont pas suivi au lycée général. Pour beaucoup la fin de la classe de 3ème a sonné la fin des études. Les autres ont été en lycée professionnel. »

« J'ai peiné comme personne en français. J'affichais d'énormes lacunes (...) Pourtant pour réussir ce concours [concours d'entrée à Sciences Po], il fallait une bonne maîtrise de l'orthographe. Avec l'épreuve de culture générale, la maîtrise de la langue fait partie de ces signes distinctifs qui permettent aux classes dominantes de se reconnaître entre elles. Au final, je ne l'ai pas passé ce concours, persuadé que je ne pouvais pas le réussir, qu'il n'était pas fait pour moi. Son coût n'était pas non plus fait pour moi. »

« Le fils d'un père ouvrier et d'une mère dont la tâche est de laver ce que les autres souillent a-t-il sa place dans une grande école ? A cet instant je pensais que non, que pour moi ça m'était impossible. Les statistiques ne m'aidaient pas non plus à me convaincre du contraire : 1 % de fils d'ouvriers à Sciences Po Lille en 2005 ! C'est donc décidé ce concours n'était pas pour moi. »

« Pour moi c'est ça le syndrome de l'exclu, c'est le manque de confiance en soi qu'on peut avoir quand on est un gosse des classes populaires. Ce même déficit de confiance qui nous pousse chaque jour, dans chacune de nos décisions à nous exclure par nous-mêmes. (...) Car malgré le temps qui passe, il n'est pas évident de se débarrasser du syndrome de l'exclu qui me ramène à mon passé, mon histoire, mes origines sociales. »

- Retrouvez le billet en ligne : <http://blogzep.fr/education/orientation/le-syndrome-social-de-lexclu/>



DES INITIATIVES EN FRANCE

→ Initiatives de l'Afev à travers la France

La Journée du Refus de l'Échec Scolaire permet l'organisation de multiples initiatives en France :

- des rencontres-débats avec l'ensemble des acteurs éducatifs du territoire pour discuter des causes de l'échec scolaire et des solutions à mettre en oeuvre.
- des temps d'échanges entre collégiens et enseignants, pour parler du climat scolaire quelques semaines après la rentrée.
- des événements publics, type happenings, manifestations... pour mieux sensibiliser l'opinion publique à la problématique de l'échec scolaire et aux enjeux pour notre société.

Des débats publics auront notamment lieu à Cergy Pontoise, Lyon, Nantes, Albi ou encore à Perpignan.

Pour en savoir plus sur les événements organisés par les antennes locales de l'Afev, prenez directement contact avec eux : http://microsites.afev.org/index.php?page=fr_Jres_evenements

→ Focus sur... le grand débat national

À Paris, François Taddéi, parrain de l'édition 2014, participera au débat organisé au FUAJ Pajol - Yves Robert (18^e arrdt) de 14h00 à 18h.

Les débats seront animés par Emmanuel Davidenkoff, directeur de la rédaction de *L'Étudiant*.



Programme

14h00 : Ouverture

- Thibault RENAUDIN, secrétaire général de l'Afev
- Tania YOUNG, marraine de l'Afev
- François TADDÉI, directeur du centre de recherches interdisciplinaires, parrain de la JRES
- Alexandra CORDEBARD, adjointe au Maire de Paris en charge des affaires scolaires
- Patrick KANNER, Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports (*sous réserve*)

14h30-15h50 : Présentation de l'enquête exclusive Trajectoires-Réflex / Afev / UNAF par Valérie PUGIN, Trajectoires-Réflex ; réaction de Patricia Humann, UNAF

Inégalités, de quoi parle-t-on ? Comment ça se passe ailleurs ?

- Camille PEUGNY, Université Paris VIII
- Nina SCHMIDT, Observatoire des inégalités
- Eric CHARBONNIER, OCDE
- Martin PLETERSEK, Représentation de l'Autriche auprès de l'Union Européenne

15h50-16h30 : L'école peut-elle rattraper les inégalités territoriales ? Le territoire peut-il aider l'école ?

- Marc DOUAIRE, Observatoire des Zones Prioritaires
- Philippe ESTÈBE, Sciences Po- Acadie

16h40-17h30 : Lutter contre les inégalités ? Puisqu'on vous dit que c'est possible !

- Céline ALVAREZ, La maternelle des enfants
- Jérémie FONTANIEU, enseignant de SES à Drancy
- Marie ALETH GRARD, ATD Quart Monde

Informations pratiques :

Auberge de Jeunesse Paris Pajol - Yves Robert.
20 Esplanade Nathalie Sarraute 75018 Paris
01 40 38 87 90
Métro : La Chapelle (2) ou Marx Dormoy (12)
Entrée libre – inscription obligatoire

17h30 : Conclusion

- François TADDÉI, directeur du centre de recherches interdisciplinaires, parrain de la JRES
- Christophe PARIS, directeur général de l'AFEV
- Najat VALLAUD-BELKACEM, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (*sous réserve*)



ANNEXES

→ **Présentation de l'Afev**

L'Afev, créateur de lien solidaire depuis 1992

L'Afev est une association nationale qui mène, depuis sa création, une action d'accompagnement individuel de jeunes dans les quartiers populaires. Cet accompagnement repose sur un principe simple, deux heures par semaine, tout au long de l'année scolaire, un étudiant bénévole intervient auprès d'un enfant ou d'un jeune (de 5 à 18 ans) rencontrant des difficultés dans son parcours. De l'accompagnement vers la lecture (autour de lecture de livre et de visite à bibliothèque) à l'accompagnement vers l'orientation, (autour de la connaissance des filières professionnelles et des possibilités de poursuite d'étude), chaque accompagnant s'adapte à la réalité de l'enfant. Cette action, grâce au lien humain et solidaire qu'il crée, contribue à aider, redonner confiance et offrir une ouverture culturelle à des milliers d'enfants et de jeunes.

L'Afev est aujourd'hui présente dans 330 quartiers populaires. 7 000 étudiants bénévoles accompagnent chaque année 7 000 enfants et jeunes. L'Afev est devenue le premier réseau d'engagement solidaire dans les quartiers populaires. Depuis 1992, l'Afev a permis la réalisation de 7,2 millions d'heures de bénévolat.

L'Afev, une plateforme d'engagement solidaire au service des quartiers populaires

Depuis 6 ans, L'Afev a développé, au côté du bénévolat deux heures par semaine, d'autres formes d'engagement dans les quartiers : missions de volontariat (400 jeunes en service civique en 2011), « Kolocation à projets solidaires » (à chaque colocation correspond un projet solidaire dans le quartier où elle se trouve), "accompagnement de projets collectifs de collégiens", etc.

Grâce à ces nouveaux espaces d'engagement, l'Afev peut diversifier les actions qu'elle mène dans les quartiers et intervenir sur d'autres aspects de la vie du quartier : climat scolaire dans les écoles, isolement des familles, délitement du lien social, etc.

Depuis 2008, elle complète son action de terrain par un travail de plaidoyer en menant des campagnes de sensibilisation auprès du grand public : Journée de Refus de l'Échec Scolaire, Observatoire de la Jeunesse Solidaire, Responsabilité Sociale des Universités...

L'Afev en chiffres

- Créée en 1991
- Premières actions d'accompagnement en 1992
- 105 salariés sur 42 pôles
- Près de 400 volontaires en service civique
- 7 000 étudiants bénévoles accompagnent chaque année 7 000 enfants et jeunes.
- 2 heures par semaine, tout au long de l'année scolaire, ils accompagnent individuellement un jeune de 5 à 18 ans en difficulté dans son parcours.
- Près de 80% des accompagnements sont menés à domicile en lien étroit avec les familles.
- Intervient aujourd'hui dans 330 quartiers populaires.
- 124 villes sont associées au projet de solidarité de l'Afev
- Une cinquantaine d'universités reconnaissent la valeur de l'engagement des étudiants bénévoles (via l'attribution de crédits ECTS.)
- En 20 ans : l'Afev a permis la réalisation de 7,2 millions d'heures de bénévolat. 124 000 étudiants bénévoles se sont investis avec l'Afev.



→ Genèse d'un rendez-vous annuel devenu incontournable

Depuis plus de 20 ans, l'Afev lutte contre les inégalités éducatives en mobilisant des étudiants bénévoles en direction d'enfants et de jeunes en difficulté repérés par les équipes enseignantes dans les quartiers prioritaires. Chaque année, ce sont plus de 7 000 étudiants qui s'engagent en accompagnant individuellement un enfant.

En 2008, pour s'insurger devant le scandale que constitue la sortie sans diplôme d'environ 150 000 jeunes chaque année, l'Afev a souhaité organiser une « Journée du Refus de l'Échec Scolaire » pour attirer l'attention sur ces perdants de la massification scolaire : les jeunes en fragilité scolaire et sociale que nous accompagnons.

La journée fut donc lancée, en partenariat avec France tv / Curiosphère et Trajectoires-Reflex, un cabinet d'études qui réalisa pour la première année le **Baromètre du rapport à l'École des enfants des quartiers populaires** : une enquête exclusive de 700 jeunes suivis par l'Afev conçue comme un véritable fil rouge de la journée.

2008 : le lien famille-école

La première édition a été parrainée par **Gabriel Cohn Bendit**, créateur, notamment, du Lycée expérimental de Saint-Nazaire.

L'événement parisien, d'envergure nationale, s'est tenu à La Bellevilloise et a rassemblé plus de 300 personnes. Les débats furent intégralement filmés par France tv / Curiosphère, retransmis en direct et mis en ligne sur le site de la journée porté par Curiosphère.tv.

Focalisée autour de la problématique du lien famille école, cette première édition a connu une couverture presse qui dépassa nos espérances.

2009 : le collège en question

En 2009, la seconde édition a été parrainée par **François Dubet** - l'un des plus éminents sociologues de l'éducation - et la réflexion était portée sur la question du collège. Le comité de pilotage s'est enrichi de l'apport de partenaires hétéroclites de poids : les Cahiers Pédagogiques, ATD Quart Monde, la FCPE, Aide et Action... Cette édition était également sous le parrainage de l'UNICEF. La 2^{ème} Journée du Refus de l'Échec Scolaire a alors bénéficié d'une couverture médiatique tout aussi importante.

2010 : souffrances à l'école et appel à la suppression des notes

L'année suivante, la Journée du Refus de l'Échec Scolaire a abordé un thème sensible dégagé d'après les résultats les plus frappants du *Baromètre du rapport à l'École des enfants des quartiers populaires* : celui des « souffrances à l'école ». Cette journée était placée sous le double parrainage de **Claire Brisset** (ancienne défenseuse des enfants) et de **Marcel Rufo** (pédopsychiatre) qui a notamment pointé que 44 % de ses consultations étaient dues au stress scolaire.

L'édition 2010 de la « JRES » a pu atteindre un nouvel objectif : créer un réseau de villes partenaires. Une vingtaine de collectivités ont intégré ce réseau et se sont engagées à relayer et diffuser les informations concernant la journée, ou à organiser et porter - en propre - des débats et des événements.

L'écho extrêmement important rencontré par la journée a été prolongé par **l'Appel à la suppression des notes à l'école élémentaire** publié en novembre 2010 en partenariat avec le Nouvel Observateur. Cet appel a regroupé une vingtaine de signatures de hautes personnalités (Daniel Pennac, Michel Rocard, Axel Kahn, Richard Descoings, entre autres) ce qui a permis d'ériger le débat au rang de véritable débat national. Il a également reçu le soutien de plus de 10 000 signataires.

Retrouvez cet appel sur le site : <http://suppressiondesnoteselementaire.org/>



2011 : les familles face à la pression scolaire

L'un des signataires, **Boris Cyrulnik**, a accepté d'être parrain de cette édition. Nous souhaitons poursuivre notre travail autour de la question des souffrances scolaires en nous intéressant cette fois plus spécifiquement à la pression autour de la réussite scolaire et ses répercussions au sein de la sphère familiale.

Toutes les familles sont inquiètes pour la réussite scolaire de leurs enfants mais, nous le constatons à travers les témoignages des étudiants, pour les familles de milieu populaire, l'école est l'unique recours pour leurs enfants. L'angoisse scolaire y est donc particulièrement forte. Elle s'immisce au sein des foyers provoquant des tensions parfois extrêmes et, chez certains parents, un sentiment d'impuissance.

La Journée du Refus de l'Échec Scolaire 2011 a été l'occasion d'entendre la parole de ces familles. Le *Baromètre du rapport à l'École des enfants des quartiers populaires* a été complété d'une enquête exclusive Afev menée auprès de 500 familles accompagnées par l'Afev.

À l'issue de la journée, et dans le cadre des élections 2012, l'Afev a publié un **pacte national de lutte contre l'échec scolaire** signé par 52 représentants de la société civile (dont Marcel Rufo, Vikash Dhorasoo, François Dubet, Annie Ernaux, Stéphane Hessel, Elisabeth Roudinesco, Abd Al Malik...), par les principaux syndicats enseignants et par les principaux candidats à la présidentielle dont M. François Hollande.

Retrouvez le pacte sur le site : www.pacteechecscolaire.org

2012 : le décrochage

Au cours de la 5^{ème} journée du refus de l'échec scolaire, nous avons tenté de comprendre ce qui conduit un jeune à décrocher dans son parcours scolaire (le décrochage scolaire n'arrive pas d'un coup, c'est le fruit d'un processus, et d'une conjonction de facteurs sociaux, personnels et bien sûr scolaires).

Nous avons analysé les conséquences de cette rupture. En effet, décrocher ce n'est pas seulement sortir prématurément du système scolaire c'est aussi, pour le jeune, quitter la norme, se dé-socialiser de ses pairs, se positionner souvent en tension parfois en rupture avec sa propre famille. C'est surtout, au regard de la place déterminante du diplôme dans notre société, se retrouver, de fait, dans une situation où il va être extrêmement difficile voire impossible de s'insérer professionnellement.

Les parrains de cette édition étaient : **Nathalie Mons**, Maître de conférences en sciences de l'Éducation, ancienne experte auprès de l'OCDE pour Pisa et **Vikash Dhorasoo** ancien footballeur international, signataire du Pacte national contre l'échec scolaire lancé par l'Afev en janvier 2012.

Téléchargez notre plaquette sur le décrochage : <http://bit.ly/ZSbtVv>

2013 : les lycées professionnels

En suivant la logique des cinq dernières journées, nous avons abordé en 2013, la question des lycées professionnels sous le parrainage d'**Aziz Jellab**, sociologue, spécialiste du Lycée Professionnel et Inspecteur général de l'Éducation Nationale.

De notre étude, nous avons pu identifier deux grands types de parcours de jeunes scolarisés en lycée professionnel :

> D'un côté, une forte part de jeunes lycéens saisit le lycée professionnel comme une nouvelle occasion, une nouvelle chance de **faire ses preuves, d'apprendre un métier**, de s'armer pour pouvoir s'insérer dans la vie sociale et professionnelle.

> Pour les autres (15 % des 35 % ayant déclaré ne pas avoir choisi le LP), le lycée professionnel est vécu comme **un échec supplémentaire**, une nouvelle humiliation de l'ordre scolaire qu'ils rejettent. Pour ces jeunes, ce sont alors d'autres structures ou moyens de remédiation qu'il faudra trouver, au risque qu'ils décrochent complètement.



→ Retrouvez nos partenaires

Afev

www.afev.org
twitter : @AfevFrance

Aide et Action

www.aide-et-action.org
twitter : @aideetaction

Anaré

http://anare.fr/

ANDEV

www.andev.fr
twitter: @Andevnumerique

ANLCI

www.anlci.gouv.fr
twitter : @ANLCI_Lyon

ATD Quart monde

www.atd-quartmonde.fr
twitter : @ATDQM

CANOPE

www.cndp.fr
twitter : @reseau_canope

CRAP Cahiers pédagogiques

www.cahiers-
pedagogiques.com
twitter : @CahiersPedago

DEI France

www.dei-france.org

Éducation & Devenir

www.educationetdevenir.fr

EPE

www.ecoledesparents.org
twitter : @EPE42

FCPE

www.fcpe.asso.fr
twitter : @FCPE_nationale

Fédération Léo Lagrange

www.leolagrange.org/
twitter : @LeoLagrange

FESPI

http://fespi.fr

FNAME

www.fname.fr
twitter : @FNAMaitrE

FNAREN

www.fnaren.com

FNO

www.orthophonistes.fr
twitter : @orthophonistes

Fondation BNP-Paribas

www.bnpparibas.com/nous-
connaître/mecenat/fondation-
bnp-paribas
twitter : @BNPParibas_com

Fondation SNCF

www.fondation-sncf.org
twitter : @SNCF_infopresse

INJEP

www.injep.fr
twitter : @Injep

OZP

www.ozp.fr
twitter : @associationozp

UNAF Familles rurales

www.unaf.fr

Trajectoires

www.trajectoires-reflex.org

Le Parisien

www.leparisien.fr
twitter : @le_Parisien

France Info

www.franceinfo.fr
twitter : @franceinfo

L'étudiant

www.letudiant.fr
twitter : @letudiant

Pour twitter sur la journée, utilisez le hashtag : #JRES2014

